

La Finlande teste le revenu universel. Une utopie ?

Le principe d'une rémunération de base, rejetée par le peuple suisse, est mis à l'essai par le gouvernement finlandais pour un groupe test de chômeurs. Une expérience déjà commentée.

L'agence de sécurité sociale finlandaise gère depuis le 1er janvier une expérience inédite en Europe : celle du revenu de base inconditionnel.

Le fait de vivre mérite-t-il salaire ? La Finlande tente de répondre à cette question revenue à la mode depuis une dizaine d'années. Elle teste en effet depuis le 1er janvier et pour deux ans le revenu de base inconditionnel (RBI) pour 2000 de ses habitants. La Finlande devient ainsi le premier pays européen à expérimenter ce dispositif. En ravivant le débat sur la viabilité d'un tel système, elle fait aussi couler beaucoup d'encre, comme la Suisse l'avait fait en juin 2016.

Consulté lors d'une votation fédérale, le peuple helvétique avait refusé le RBI à 77%, engendrant moult réactions interloquées de la presse internationale. Selon Tobias Müller, professeur d'économie à l'Université de Genève, « le problème du financement était rédhibitoire. Les idées avancées, comme la suppression de l'AVS, n'étaient pas abouties. Cela revenait à remplacer un système largement accepté par un saut dans l'inconnu. » Mais avec 126 000 signatures récoltées pour l'initiative, l'idée avait fait son bout de chemin dans les têtes. « Pas d'oisiveté avec 600 francs »

En faisant un essai, la Finlande joue la prudence. Deux mille chômeurs, âgés de 25 à 58 ans, toucheront pendant deux ans 600 francs par mois, qu'ils retrouvent ou non un emploi durant ce laps de temps. Leur parcours sera comparé, en 2019, avec celui de 2000 chômeurs qui bénéficient de la même somme, mais sous forme d'aide sociale traditionnelle. « Il s'agit ici d'un RBI partiel, la somme ne permettant pas de vivre sans autre forme de revenu », explique Tobias Müller, qui se montre sceptique face à ce mode d'expérimentation. « Aucun test ne permet de trouver la solution à la mise en place d'un tel système, surtout s'il est limité dans le temps. Le budget de 21,4 millions de francs, octroyé spécialement pour l'essai, n'est pas pensé pour le long terme. »

Le professeur genevois partage aussi une critique formulée par certains Finlandais, celle de la cible, limitée aux chômeurs : « Quelque part, c'est contredire l'idée de revenu universel. » Selon lui, la seule réponse à attendre de cette expérience réside du côté de l'incitation. « Nous verrons bien si ce RBI partiel encourage les « cobayes » à prendre des risques professionnels, comme accepter un poste à temps réduit ou se lancer dans l'entreprenariat, sachant qu'un seuil de revenu est garanti. »

Rendu possible par le parti centriste du premier ministre Juha Sipilä, le projet attise l'espoir des mouvements de défense du RBI et inquiète la droite finlandaise, qui voit en lui une autoroute vers la paresse, le travail au noir ou les problèmes de finances publiques. Des craintes infondées dans le cas finlandais, selon Tobias Müller. « Personne ne vit dans l'oisiveté avec 600 francs par mois. »

Financer le RBI par une hausse des impôts pourrait en revanche engendrer une augmentation du travail au noir, mais la Finlande a choisi de le substituer aux

allocations existantes. « Et pour causer une montée des prix, liée à l'augmentation des revenus, il faudrait faire tourner la planche à billets, manœuvre peu probable en Finlande », souligne le spécialiste. Quant à la lourdeur du budget pour l'Etat, elle est impossible à prévoir. « Ce système, inédit, empêche toute prédiction. »

Pas de clivage gauche-droite

Réduire le débat autour du RBI au traditionnel clivage gauche-droite serait une erreur.

Humaniste, philosophique, le principe trouve des partisans et des adversaires dans les deux camps. Le milliardaire sud-africain Elon Musk en fait notamment l'éloge dans un tweet d'anticipation : « Si les robots prennent votre travail, le gouvernement pourrait avoir à vous payer pour vivre. » En France, les candidats de gauche à la présidentielle sont divisés sur le sujet (lire ci-dessous).

L'idée du RBI, séduisante en théorie mais présentant de nombreuses zones d'ombre, est très difficile à mettre en place. Les rares régions où un tel mécanisme existe n'ont pas valeur d'exemple. A l'image, anecdotique, de l'Alaska, qui redistribue le revenu de son pétrole à ses habitants. Le test finlandais pousse le débat un peu plus loin, à défaut d'apporter une solution miracle. « Ils en tireront sûrement de bons articles académiques », sourit Tobias Müller.

L'économiste préconise un essai à grande échelle, moins cher et sur une plus longue période. En Afrique par exemple, là où certaines organisations parlent d'expérimenter un revenu de base d'un franc par jour, attribué à plusieurs milliers de personnes. « Les résultats seraient bien plus concluants », termine-t-il.
Une idée en débat dans la gauche française

Le revenu universel, solution miracle ?

A l'occasion de la primaire de la gauche des 22 et 29 janvier en France, plusieurs candidats proposent des mesures qui sont des déclinaisons du revenu universel inconditionnel, voire individuel. Benoît Hamon pour le Parti socialiste mais aussi Jean-Luc Bennahmias et l'écologiste Yannick Jadot ont mis cette proposition dans leur programme. Ce sont les seuls à reprendre vraiment le principe d'un revenu universel. Pour Benoît Hamon, il s'agit de l'expérimenter d'abord auprès des jeunes de 18-25 ans, puis de le généraliser. Dans un premier temps, son montant serait équivalent à celui du RSA, soit 535 euros, puis à terme de 750 euros pour un budget faramineux de 300 milliards d'euros par an.

Pour Jean-Luc Bennahmias du Front démocrate, il résulterait de la fusion des différentes aides sociales existantes pour un montant d'environ 800 euros. Pour le Vert Yannick Jadot, il serait d'un montant moindre, d'environ 535 euros, comme l'actuel RSA socle.

Mais il serait touché par tous, si possible, dès la naissance. Pour l'ex-premier ministre Manuel Valls, il s'agit plutôt d'un revenu décent pour les précaires. Il serait donc lié aux conditions de ressources, pour les résidents depuis au moins quatre ans sur le territoire national, et d'un montant de 800 euros par mois. Ce revenu serait issu de la fusion des

minima sociaux et son financement et sa gestion seraient confiés à la Sécurité sociale.

Deux candidats à la primaire sont en revanche très opposés à ce revenu universel. Pour Arnaud Montebourg, il dévaloriserait la valeur travail et serait irréalisable d'un point de vue budgétaire. Cette question du coût est aussi mise en avant par Vincent Peillon.

Attaché aux équilibres budgétaires dans son projet de New Deal avec l'Allemagne, il met aussi en cause le poids budgétaire de la mesure. Il estime qu'elle exclurait plutôt ses allocataires : « Je te donne de l'argent et tu restes chez toi. »

Pour le candidat de la droite, François Fillon, pas de revenu universel, mais une allocation sociale unique, inférieure à 75% du montant du salaire minimum.

Olivier Bot (24 heures du 9 janvier 2017)